

Dorénavant, nous devons opter pour des approches plus sûres et pourtant, nécessairement plus complexes. Au cours des prochaines années, nous devons approfondir les multiples aspects des problèmes fondamentaux qui affligent les pays en développement et déterminent la place qu'ils occupent au sein du système économique mondial. Ce sera une lourde tâche que de veiller à ce que ces diverses "explorations" servent les fins prévues.

Pour établir un cadre de référence cohérent, il s'agira peut-être d'élaborer, à l'occasion de la Troisième décennie pour le développement, un plan d'action bien documenté qui tracerait la voie du progrès vers un nouvel ordre économique international auquel se rattacherait tous les points du système mondial pour tout ce qui touche les relations Nord-Sud.

Nous sommes d'avis que cette tâche, qui posera un défi de taille, devrait être entreprise bien avant la fin de la présente décennie. Nous devrions même commencer à en poser les premiers jalons au cours de la présente session de l'Assemblée générale. Notre délégation estime que la mise en oeuvre de la Troisième décennie pour le développement est en soi une tâche si absorbante — et de toute évidence si urgente — qu'elle doit, à l'avenir, être au premier plan des préoccupations des États membres. La stratégie pour la Deuxième décennie est dépassée. A notre avis, il importe peu de savoir si nous allons ou non la réviser. Nous n'ignorons pas quelles sont ses faiblesses. De même, nous savons sur quels points les pays industrialisés ont manqué à certaines de leurs obligations et dans quels domaines les pays en voie de développement ont été incapables d'atteindre leurs propres objectifs à court et à long terme. Au lieu de procéder à la révision d'un document existant, nous devrions plutôt nous attacher à établir un plan d'action correspondant aux besoins actuels, applicable dès son adoption et conçu de tel façon qu'on puisse s'en servir de façon permanente.

Nous sommes conscients du fait que ces problèmes sont les plus contraignants et les plus vieux du monde. Telle est l'opinion du gouvernement du Canada qui a exprimé son inquiétude à ce sujet dans le discours du trône prononcé cette semaine au début de la session parlementaire. Dans cette allocution, qui constitue un exposé de sa politique, il a abordé les affaires internationales en ces termes: "Nos concitoyens sont de plus en plus sensibles au fait que la nation canadienne ne saurait vivre dans la dignité pendant que d'autres peuples, habitant des pays moins fortunés, vivent dans le dénuement et le désespoir.

Il n'est pas dans l'intérêt économique, politique ou moral du Canada de laisser s'élargir le fossé entre la richesse de quelques-uns et la pauvreté du grand nombre. C'est pourquoi le gouvernement continuera de participer à l'édification d'un nouvel ordre économique mondial de nature à ranimer l'espoir de nations qui ne demandent qu'à s'aider elles-mêmes.

Le monde est aujourd'hui aux prises avec de nombreux problèmes d'une complexité et d'une ampleur telles que nulle nation, ou nul groupe de nations, ne peut espérer y apporter des solutions particulières. Seules les solutions globales sont possibles.

C'est pour cette raison précise que le Canada oriente de plus en plus son action internationale dans le sens d'une coopération élargie. L'habitat, le droit de la mer, la protection de l'environnement, la production alimentaire, l'exploitation des ressources, le terrorisme, la démographie, le contrôle des armements nucléaires, l'expansion économique, voilà autant de domaines qui exigent le partage des responsabilités et l'engagement universel."